

Unité inter-départementale des Hautes-Pyrénées et du Gers  
Cité administrative  
BP1708  
Cedex 09  
65017 TARBES

TARBES, le 26/07/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 18/07/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **BEZERRA**

41 Rue Aurensan  
32250 Montréal

Références : 2023-0700-Dp  
Code AIOT : 0006803323

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/07/2023 dans l'établissement BEZERRA implanté au lieu-dit "Le Bastarrot" 32190 Bascous. L'inspection a été annoncée le 10/07/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- BEZERRA
- au lieu-dit "Le Bastarrot" 32190 Bascous
- Code AIOT : 0006803323
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière BEZERRA à Bascous est située à 2 kilomètres à l'Ouest du centre du village de Bascous. Elle est active depuis le 8 janvier 2003. Sa production maximale est de 185000 tonnes par an (145000 en moyenne), pour une durée d'exploitation de 30 ans. La surface globale du site est de 26 ha. Elle est répartie sur un versant Ouest de 9ha78 et un versant Est de 16ha42. Ces deux versants sont séparés en leur point dominant par le chemin rural n°8 reliant le hameau "Haubet" à Bascous.

L'environnement proche de la carrière est constitué de champs agricoles et du hameau de "Haubet" situé au Sud du versant Ouest de la carrière.

Afin d'augmenter sensiblement l'extraction de matériaux de la carrière, l'exploitant projette la mise en service d'une installation de traitement des matériaux. Cette installation est entreposée sur le site mais non opérationnelle.

L'inspection informe l'exploitant que les installations de traitement n'ont pas été prévues lors de la demande initiale et nécessitent donc une modification des conditions d'exploitation de la carrière. Cette démarche doit s'appuyer sur un dossier de porter à connaissance à adresser au Préfet et justifiant du caractère notable ou substantiel de la demande. L'inspection invite le pétitionnaire à conduire sa démarche en s'appuyant sur la note relative aux modifications des installations classées pour la protection de l'environnement du 20 décembre 2021 disponible par le lien suivant :

<https://aida.ineris.fr/inspection-icpe/principes-reglementaires/modifications-icpe>

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- 1) le plan d'exploitation,
- 2) le dossier de l'installation,
- 3) les résultats de l'autosurveillance prescrite.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à

Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Des écarts sont relevés sur les aspects sécurité (clôtures, panneaux) du site, la gestion des eaux superficielles et des déchets d'extraction et la mise en oeuvre de l'autosurveillance. Par ailleurs, l'exploitant doit prendre en considération, dans la suite de l'exploitation du site, l'existence d'habitats favorables et la présence d'espèces protégées au sein de la carrière.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Aménagements préliminaires.	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 4	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
7	Sécurité du public.	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 13	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
9	Registres et plans de carrières à ciel ouvert	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 15	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
10	bis	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
14	Prévention des pollutions.	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19 > 19.5.	Mise en demeure, respect de prescription	4 mois
20	Dispositions particulières	Arrêté Préfectoral du 08/01/2003, article 10	Mise en demeure, respect de prescription	4 mois
21	Conduite de l'exploitation	Arrêté Préfectoral du 08/01/2003, article 12.4.1	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
22	Dispositions générales	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 2	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
23	Eau et milieux aquatiques et marins	Code de l'environnement du 21/09/2000, article L211-1	Mise en demeure, dépôt de dossier	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La réglementation applicable à la carrière relève à la fois du code de l'environnement, de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif à l'exploitation des carrières et de l'arrêté préfectoral d'autorisation. Il appartient à l'exploitant d'assurer la veille réglementaire pour conformer son activité aux textes applicables.

L'inspection a mis en évidence des manquements liés à l'exploitation du site. L'exploitant a précisé que cette situation est essentiellement due à l'exploitation de la carrière à un rythme beaucoup plus faible que celui attendu. La principale cause évoquée est l'éloignement du site avec les installations de traitement de LAURAET qui pénalise la rentabilité du gisement.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Aménagements préliminaires.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Voies d'accès
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.
<b>Constats :</b> L'inspection a constaté la présence d'un panneau d'information à l'entrée du site. Ce panneau est partiellement masqué par la végétation, de sorte que l'information des tiers sur la présence d'une carrière en exploitation n'est pas assurée. L'inspection demande que le panneau soit rendu visible depuis l'extérieur du chantier.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 7 : Sécurité du public.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 13
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Sécurité du public.
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Durant les heures d'activité, l'accès au site en exploitation est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit. L'accès de toute zone dangereuse est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent. Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux et des zones de stockage des déchets d'extraction inertes résultant du fonctionnement des carrières, d'autre part, à proximité des zones clôturées. Les dispositions ci-dessus sont applicables aux orifices des puits et aux ouvertures de galeries qui donnent accès aux travaux souterrains.
<b>Constats :</b> L'inspection a constaté l'absence partielle de clôture en partie Nord du site (phase 1), le long du chemin rural. L'exploitant a indiqué que cette absence était liée à une opération de débroussaillage, pour la mise en place d'un merlon de protection sur lequel une clôture sera repositionnée. Considérant l'existence de risques liés aux pentes à 45° aux abords de ce chemin rural et l'existence de plan d'eau au sein de la carrière, l'inspection demande le rétablissement des clôtures périphériques dans les meilleurs délais. En complément, l'exploitant s'assure de la présence et du bon état des clôtures sur le périmètre exploité. Il justifiera la réalisation de cette action corrective sous deux mois.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 9 : Registres et plans de carrières à ciel ouvert**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 15
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Registres et plans de carrières à ciel ouvert
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Pour chaque carrière à ciel ouvert est établi un plan d'échelle adapté à sa superficie. Sur ce plan sont reportés :- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;- les bords de la fouille ;- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ;- les zones remises en état ;- la position des ouvrages visés à l'article 14-1 ci-dessus et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales. Ce plan est mis à jour au moins une fois par an.
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté un plan d'exploitation précisant les cotes d'exploitation et l'avancement de l'exploitation. Le plan précise les bassins de décantation et l'exutoire vers le cours d'eau "le Tuzon". L'inspection demande que le plan soit daté et qu'il précise les différentes pentes des talus réaménagés. Le plan ainsi amendé doit être transmis à l'inspection. A toutes fins utiles, l'exploitant peut y ajouter les réseaux et fossés de collecte et de traitement des eaux superficielles, ainsi que les exutoires prévus.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, plan de gestion des déchets d'extraction
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation, et a pour objectif de réduire la quantité de déchets en favorisant la valorisation matière, et de minimiser les effets nocifs en tenant compte de la gestion des déchets dès la phase de conception et lors du choix de la méthode d'extraction et de traitement des minéraux. Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : -la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ; -le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ; -la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ; -en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ; -la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ; -le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ; -les procédures de contrôle et de surveillance proposées ; -en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ; -une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à la zone de stockage de déchets ; -les éléments issus de l'étude de danger propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux zones de stockage de déchets d'extraction. Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.</p>
<p><b>Constats :</b> L'exploitant dispose d'un plan de gestion des déchets, établi en janvier 2012. Ce plan doit être révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet. L'inspection a constaté que le plan de gestion des déchets inertes n'a pas été mis à jour. De plus, l'exploitant commercialise des argiles prévues initialement pour la remise en état du site. Cet élément est susceptible de modifier ce plan de gestion des déchets inertes. En conséquence, l'inspection demande à l'exploitant d'actualiser et de transmettre au préfet son plan de gestion des déchets. Ce plan actualisé doit reprendre les items de l'article 16 bis de l'arrêté du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 14 : Prévention des pollutions.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19 > 19.5.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, plan de surveillance des émissions de poussières
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les exploitants de carrières, à l'exception de celles exploitées en eau, dont la production annuelle est supérieure à 150 000 tonnes établissent un plan de surveillance des émissions de poussières.
<b>Constats :</b> L'exploitant n'a pas établi le plan de surveillance des émissions de poussières de son installation. Au cours des échanges, il a informé l'inspection que sa production annuelle était inférieure au seuil des 150000 tonnes, seuil imposant le plan de surveillance. La réglementation en la matière s'appuie sur la production autorisée, qui en l'occurrence, est fixée à 185000 tonnes par an. Il est demandé à l'exploitant de régulariser la situation en proposant un plan de surveillance établi selon les dispositions des articles 19.1 à 19.9 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières. L'inspection demande que le plan de surveillance lui soit communiqué pour avis avant sa mise en œuvre.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 4 mois

**N° 20 : Dispositions particulières**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/01/2003, article 10
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, eaux de ruissellement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Un réseau de déviation empêchant les eaux de ruissellement d'atteindre la zone d'exploitation est mis en place à la périphérie de cette zone et les eaux de ruissellement sont dirigées dans le bac de décantation qui est aménagé, dimensionné et calibré pour répondre à une pluie d'orage d'une durée minimale d'au moins 1 heure.
<b>Constats :</b> L'inspection a constaté la présence d'érosion hydrique des talus en cours de remise en état, au Nord du site, au niveau du transformateur. Cette érosion est liée aux écoulements de la voie communale extérieure au site pénétrant sur le site. Outre le non respect de l'exigence réglementaire, cette érosion est susceptible d'altérer la stabilité des pentes réalisées et de réduire la distance d'éloignement (bande des dix mètres) garantissant la stabilité des terrains voisins. En conséquence, l'exploitant doit canaliser les eaux extérieures au site selon les dispositions prévues et remettre en état le talus érodé. Il rend compte à l'Inspection des opérations conduites dans ce cadre.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 4 mois

## N° 21 : Conduite de l'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/01/2003, article 12.4.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Extraction
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'extraction est réalisée par tranches annuelles selon le phasage figurant au dossier de la demande. La cote minimale de fond d'excavation est de 165 mNGF.
<b>Constats :</b> La production annuelle est largement inférieure à celle prévue par le dossier initial. En effet, exceptée pour l'année 2020, la production annuelle oscille entre 3000 et 5500 t pour une production annuelle moyenne envisagée à 145000 t. Cette production réduite fait que le phasage initial n'est pas respecté. L'exploitant a précisé qu'une activité conforme devrait reprendre prochainement, du fait de l'épuisement du gisement de la carrière de LAURAET qu'il exploite également. Il est demandé à l'exploitant de revoir le phasage d'exploitation et le périmètre d'exploitation au regard des matériaux exploités et de sa connaissance du gisement. Cette révision du phasage doit être accompagnée d'un nouveau calcul des garanties financières.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

## N° 22 : Dispositions générales

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, impact sur l'environnement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les carrières sont exploitées et remises en état de manière à limiter leur impact sur l'environnement, notamment par la mise en œuvre de techniques propres.
<b>Constats :</b> Lors de l'inspection, il a été constaté la présence d'espèces et d'habitats d'espèces protégées au sein de la carrière connues de l'exploitant. Les espèces identifiées sont les hirondelles de rivages et potentiellement les guêpiers d'Europe. Ces espèces ont été contactées au niveau de plan d'eau central du carreau pour lequel la méthode d'exploitation génère des fronts verticaux dans les matériaux meubles favorables à l'habitat des espèces identifiées. Un statut de protection existe pour ces espèces. Par ailleurs, l'exploitant a indiqué la présence potentielle de la cistude, à proximité du cours d'eau. Le jour de l'inspection, aucune activité sur le site n'était susceptible d'impacter ces espèces. L'exploitant doit s'assurer de la préservation des habitats existants en application des principes généraux fixés par l'article L.411-1 du code de l'environnement. A cet effet, il met immédiatement en place des mesures de mise en défens du secteur et en interdit toute exploitation. Il peut utilement prendre l'attache d'un écologue pour définir les mesures appropriées. Il rend compte, sous deux mois, des actions conduites à ce sujet à l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois



<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 21/09/2000, article L211-1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Régime général et gestion de la ressource
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><b>I.-Les dispositions des chapitres Ier à VII du présent titre ont pour objet une gestion équilibrée et durable de la ressource en eau ; cette gestion prend en compte les adaptations nécessaires au changement climatique et vise à assurer :</b></p> <p>1° La prévention des inondations et la préservation des écosystèmes aquatiques, des sites et des zones humides ; on entend par zone humide les terrains, exploités ou non, habituellement inondés ou gorgés d'eau douce, salée ou saumâtre de façon permanente ou temporaire, ou dont la végétation, quand elle existe, y est dominée par des plantes hygrophiles pendant au moins une partie de l'année ;</p> <p>2° La protection des eaux et la lutte contre toute pollution par déversements, écoulements, rejets, dépôts directs ou indirects de matières de toute nature et plus généralement par tout fait susceptible de provoquer ou d'accroître la dégradation des eaux en modifiant leurs caractéristiques physiques, chimiques, biologiques ou bactériologiques, qu'il s'agisse des eaux superficielles, souterraines ou des eaux de la mer dans la limite des eaux territoriales ;</p> <p>3° La restauration de la qualité de ces eaux et leur régénération ;</p> <p>4° Le développement, la mobilisation, la création et la protection de la ressource en eau ;</p> <p>5° La valorisation de l'eau comme ressource économique et, en particulier, pour le développement de la production d'électricité d'origine renouvelable ainsi que la répartition de cette ressource ;</p> <p>5° bis La promotion d'une politique active de stockage de l'eau pour un usage partagé de l'eau permettant de garantir l'irrigation, élément essentiel de la sécurité de la production agricole et du maintien de l'étiage des rivières, et de subvenir aux besoins des populations locales ;</p> <p>6° La promotion d'une utilisation efficace, économe et durable de la ressource en eau, notamment par le développement de la réutilisation des eaux usées traitées et de l'utilisation des eaux de pluie en remplacement de l'eau potable ;</p> <p>7° Le rétablissement de la continuité écologique au sein des bassins hydrographiques.</p> <p>Un décret en Conseil d'Etat précise les critères retenus pour l'application du 1° et les modalités d'application du 6° du présent I aux activités, installations, ouvrages et travaux relevant des articles L. 214-3 et L. 511-2 dont la demande d'autorisation, la demande d'enregistrement ou la déclaration sont postérieures au 1er janvier 2021, ainsi qu'aux activités, installations, ouvrages et travaux existants.</p> <p><b>II.-La gestion équilibrée doit permettre en priorité de satisfaire les exigences de la santé, de la salubrité publique, de la sécurité civile et de l'alimentation en eau potable de la population. Elle doit également permettre de satisfaire ou concilier, lors des différents usages, activités ou travaux, les exigences :</b></p> <p>1° De la vie biologique du milieu récepteur, et spécialement de la faune piscicole et conchylicole ;</p> <p>2° De la conservation et du libre écoulement des eaux et de la protection contre les inondations ;</p> <p>3° De l'agriculture, des pêches et des cultures marines, de la pêche en eau douce, de l'industrie, de la production d'énergie, en particulier pour assurer la sécurité du système électrique, des transports, du tourisme, de la protection des sites, des loisirs et des sports nautiques ainsi que de</p>

toutes autres activités humaines légalement exercées.

III.-La gestion équilibrée de la ressource en eau ne fait pas obstacle à la préservation du patrimoine hydraulique, en particulier des moulins hydrauliques et de leurs dépendances, ouvrages aménagés pour l'utilisation de la force hydraulique des cours d'eau, des lacs et des mers, protégé soit au titre des monuments historiques, des abords ou des sites patrimoniaux remarquables en application du livre VI du code du patrimoine, soit en application de l'article [L. 151-19](#) du code de l'urbanisme.

**Constats :** L'arrêté préfectoral d'autorisation du 8 janvier 2003, ainsi que le dossier de demande d'autorisation, ne précisent pas de rejets vers le milieu naturel. En effet, l'étude d'impact initiale précise que "Étant donné la nature sableuse des terrains décaissés, ces eaux doivent s'infiltrer de manière diffuse sur les aires mises à nu." Sur site, l'inspection a constaté l'existence d'un bassin de décantation équipé d'une buse de rejet vers le cours d'eau "Le Tuzon". Le dimensionnement du dispositif n'est pas justifié, l'exploitant souhaite néanmoins son agrandissement. L'inspection demande à l'exploitant de régulariser ce dispositif et d'anticiper le dispositif de gestion des eaux pluviales du versant Est de la carrière en produisant un dossier de modification des conditions d'exploiter, en application de l'article L.181-14 du code de l'environnement. Ce dossier devra préciser : Les surfaces des bassins versants considérés pour le secteur Ouest et Est, le plan des réseaux précisant l'emplacement et le volume des dispositifs mis en œuvre (bassins) dimensionnés pour une période de retour de 30 ans en respectant un débit de fuite de 3 l/s/ha, ainsi que la fréquence de l'autosurveillance prévue. De plus le dossier devra répondre à l'ensemble des exigences fixées par l'article 18 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et notamment, préciser pour chaque versant, le milieu dans lequel le rejet est autorisé, ainsi que les conditions de rejet (lorsque le rejet s'effectue dans un cours d'eau, le nom du cours d'eau doit être précisé, ainsi que le point kilométrique du rejet). Ce dossier devra prendre en compte les orientations ou exigences des SAGE ou SDAGE en vigueur sur les secteurs considérés, ainsi que la prise en compte de la biodiversité durant les phases travaux et d'exploitation (entretien).

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, dépôt de dossier

**Proposition de délais :** 6 mois